

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Amériques Nord et Sud > Canada & Québec > A gauche (Canada & Québec) > **Elections : Importante progression de Québec solidaire – Le Parti (...)**

QUEBEC

Elections : Importante progression de Québec solidaire – Le Parti québécois gouvernera à droite

vendredi 7 décembre 2012, par [BERGERON Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 10 septembre 2012).

Françoise David, ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec (à gauche) et Amir Khadir, les deux porte-paroles de Québec solidaire (QS) ont été élus députés québécois le 4 septembre 2012.

Le Parti libéral québécois [1] a résisté à la vague de mécontentement et sauve les meubles, le Parti québécois [2] fait du surplace et la Coalition avenir Québec [3] a fait patate dans sa tentative de se positionner à titre d'opposition officielle.

Dans ce contexte, Québec solidaire [4] marque des points, il fait élire Françoise David et connaît une progression notable de ses appuis alors qu'Option nationale [5] perd son seul élu et que le Parti vert (PVQ) entre en crise existentielle. Tels sont les faits saillants de l'élection du 4 septembre à gauche des grands partis, élections qui illustrent la crise de direction politique québécoise et la faiblesse politique des mouvements sociaux dans leur volonté de résister aux mesures néolibérales qui s'annoncent.

Le vote de Québec solidaire a connu une progression manifeste : 112 candidatEs ont dépassé la barre des 1 000 votes alors qu'en 2008, ce nombre s'élevait à 33 ; QS a dépassé la barre psychologique des 5 % à 43 reprises alors qu'en 2008, il y avait 16 comtés dans cette catégorie ; 12 comtés ont dépassé les 10 % alors qu'en 2008, QS avait dépassé ce seuil dans 3 comtés seulement ; seulement 2 comtés (Portneuf et Vimont) ont connu des baisses du nombre total de votes et 5 (Hull, Jonquière, La Peltrie, Portneuf et Vimont) ont connu des baisses des pourcentages sans nécessairement connaître une baisse des votes exprimés. QS fait élire 2 candidatEs alors que 2 autres atteignaient la 2^e position dans leurs comtés (Hochelaga-Maisonneuve, Ste-Marie-St-Jacques) et 4 se hissaient en 3^e position (D'Arcy-McGee, Laurier-Dorion, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont). Au total, QS récolte 263 233 votes, plus que le double de l'élection de 2008 (123 061), et 6,03 % des suffrages exprimés. Option nationale (ON) n'atteint pas la barre des 2% au niveau national (82 857 votes et 1,9%) alors que le Parti vert sombre dans l'anonymat avec seulement 1% des votes (43 517 votes contre 70 393 et 2,17% en 2008, une perte sèche de 26 876 votes).

QS amené des campagnes dynamiques dans plusieurs circonscriptions : en plus des batailles majeures menées dans Laurier-Dorion et dans Ste-Marie-St-Jacques et des éluEs dans Mercier et Gouin, les circonscriptions d'Hochelaga-Maisonneuve (23,6%), Crémazie (11,5%), Tachereau (11,6%), Sherbrooke (7%), Bourassa-Sauvé (10,2%), Hull (8%), Outremont (18%), Rosemont (14,5%), Rouyn-Noranda-Témiscamingue (9,7%), St-Henri-Ste-Anne (11,3%) et Viau (11,5%) ont été le théâtre d'importantes mobilisations du parti de gauche et des militantEs des mouvements sociaux qui s'y

sont associés. Amir Khadir a conforté sa majorité qui passe de 810 votes à plus de 7 000. Françoise David a comblé l'écart que la séparait du candidat péquiste et récolte une majorité de plus de 4 500 votes. QS pourra compter sur une deuxième représentante à l'Assemblée nationale.

ON a perdu son seul représentant à l'Assemblée nationale et sa campagne n'a pas réussi à sortir de la marginalité sauf dans Nicolet-Bécancour (25,8%) où Jean-Martin Aussant cherchait à se faire réélire et dans Tachereau (7,3%) où la candidate locale a su attirer l'attention de la population et faire une campagne modeste mais réelle. Outre ces deux candidatEs, seul le candidat d'ON dans Abitibi-Ouest a réussi à franchir la barre des 4 % de votes. Une telle dispersion des votes ainsi que la défaite de son seul élu n'est pas de bonne augure pour la jeune formation indépendantiste qui aura à recentrer son plan de développement. Malgré les déclarations contraires de Jean-Martin Aussant, ON devra envisager un rapprochement avec QS, au moins sur le terrain des axes programmatiques convergents.

Quant au Parti vert, une crise interne latente et son absence des mobilisations citoyennes contre le gaz de schiste et l'exploration pétrolière a fait en sorte que la formation est presque balayée de la scène politique, terminant avec un pâle 1 %. Les seules performances notables sont survenues dans Notre-Dame-de-Grâce où le PVQ obtient 5,7 % et dans Westmount-St-Louis avec 4,1 %. Or, en 2008, le PVQ avait obtenu 13,6 % dans Notre-Dame-de-Grâce et 7,4 % dans Westmount-St-Louis. Les résultats de 2012 représentent donc des reculs importants, reculs qui condamnent cette formation politique à la marginalité. D'autant plus que la crise interne du PVQ risque d'éclater au grand jour alors que le candidat dans Vanier-Les-Rivières a ouvertement blâmé son chef Claude Sabourin pour toutes une série de revers et de décisions controversées. De plus, une coalition de groupes écologistes ont décerné une faible note aux réponses offertes par le PVQ lors d'une enquête sur les programmes des partis concernant l'environnement durant la campagne électorale. Lors de la conférence dévoilant les résultats de cette enquête, Québec solidaire s'était vu accordé la meilleure note alors que le PVQ échouait dans les bas fonds.

D'autres mouvements sociaux ont accordé un appui à Québec solidaire. Certains syndicats locaux et régionaux ont appuyé les candidatEs de QS issus de leurs rangs ou qui représentent des intérêts ouvriers. Des secteurs des mouvements féministes, écologistes et étudiants ont affirmé publiquement leurs appuis à QS. Toutefois, il s'agit là de secteurs minoritaires des mouvements sociaux. Les directions des grandes centrales syndicales ont refusé de se prononcer. Certains groupes écologistes ont joué au chat et à la souris refusant de dévoiler des informations que pourraient déplaire au futur gouvernement. Plus globalement, les débats publics sur les enjeux et luttes (tarification et privatisation des services publics, frais de scolarité universitaires, fermetures d'entreprises, gaz de schiste et pétrole, caisses de retraites des employéEs, etc.) face au prochain gouvernement ont été plutôt rares. Les quelques efforts comme celui de la Fédération des femmes du Québec (débat télévisé à CUTV) ont été trop rares pour qu'un débat de fonds puisse se concrétiser. Les grands partis ont contrôlé l'agenda des sujets à débattre jusqu'à la fin.

Les distorsions du système électoral québécois étant ce qu'elles sont, plusieurs candidatures de QS ont subi les contrecoups des pressions au vote stratégique visant à défaire Jean Charest, premier ministre sortant et son parti, le PLQ. Répondant à l'appel des sirènes du PQ, plusieurs se sont avoués sympathique à QS mais se refusaient à lui accorder son vote pour plutôt voter pour le/la candidatE le plus en mesure de battre les libéraux. Il est difficile d'évaluer l'impact exact de cette stratégie sur QS mais il est évident que la formation de gauche a perdu plusieurs milliers de votes dans l'exercice. On rétorquera que le PQ a aussi souffert de la présence de QS dans la campagne alors que les votes accordés aux candidatEs de QS font pratiquement la différence entre une victoire et une défaite du PQ dans plusieurs comtés. CertainEs blâmeront QS pour la situation de gouvernement minoritaire actuelle du PQ. À ces gens, nous rétorquerons que QS a gagné sa place légitime dans le paysage politique, qu'il est le seul outil politique efficace dans la résistance aux

politiques néolibérales que les autres partis mettront en place et que le PQ est victime de sa propre turpitude alors que ses politiques au pouvoir ont rarement été fondamentalement différentes de celles des autres partis de droite, sauf en ce qui concerne la question nationale qui est devenu davantage un ciment visant à conserver la base électorale du PQ et le distinguer des autres partis de droite qu'une réelle volonté de mobiliser la population québécoise pour sa libération.

Québec solidaire a franchit une nouvelle étape dans sa construction. Lors de la soirée électorale, ses porte-paroles ont tendu la main à la cheffe du PQ dans une tentative de sauver son gouvernement de sa position minoritaire. Or, avec ses deux éluEs, QS ne peut éviter la chute éventuelle du gouvernement péquiste à qui il manque 9 éluEs pour former un gouvernement majoritaire. Il serait plutôt judicieux de se distinguer du PQ et des autres partis de droite, de conserver son entière autonomie vis-à-vis ce parti qui fera vraisemblablement appel à la CAQ (droite) pour gouverner. Or, la CAQ n'a pas caché son appui à la loi 12 (78), limitant les droits d'association et d'expression pour une période d'un an afin de mettre un terme aux manifestations de la grève étudiante québécoise, et à la hausse des frais de scolarité, deux enjeux centraux de cette élection.

Un gouvernement péquiste incapable d'abroger la loi répressive votée par les libéraux appuyés par la CAQ et d'annuler la hausse des frais de scolarité verra le mouvement étudiant se remobiliser et les casseroles retentir de nouveau. Québec solidaire doit être le véhicule politique de ce mouvement et se donner la base sociale militante nécessaire à un saut qualitatif dans son développement et ainsi se donner les moyens de former davantage qu'un duo de députéEs mais une équipe en mesure de défier les formations politiques de droite sur le terrain électoral et dans la rue.

Yves Bergeron

P.-S.

* Initialement paru sur Presse-Toi à Gauche : <http://www.pressegauche.org/>. Repris dans Inprecor : <http://www.inprecor.fr/article-inprecor?id=1347>

* Yves Bergeron, professeur-chercheur en écologie forestière à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), militant culturel, est membre du comité d'organisation de Presse-Toi à Gauche, une revue électronique proche de Québec solidaire.

Notes

[1] e Parti libéral québécois (PLQ), le plus ancien parti de la province, opposé à l'indépendance du Québec, a dirigé depuis 2003 le gouvernement québécois, menant une politique néolibérale agressive.

[2] Le Parti québécois (PQ), fondé en 1968 pour obtenir « un État souverain de langue française, l'instauration d'une authentique démocratie, la reconnaissance des droits scolaires de la minorité anglophone et l'association économique avec le reste du Canada » a gouverné le Québec en 1976-1985 et 1994-2003, conduisant une politique social-libérale. En 1980 et en 1995 il a été à l'origine de deux référendums sur la souveraineté du Québec, remportés par l'option anti-indépendantiste.

[3] La Coalition avenir Québec (CAQ) a été fondée en 2011 à l'initiative de l'homme d'affaires et ancien ministre du PQ, François Legault, et de l'homme d'affaires Charles Sirois, intégrant l'Action démocratique du Québec (ADQ) et disposant de ce fait de 9 députés (élus en 2008 sous l'étiquette de l'ADQ ou du PQ). C'est un parti néolibéral, opposé à la poursuite des débats sur la souveraineté du Québec, qui n'a pas hésité à soutenir le gouvernement Charest (PLQ) contre la grève étudiante québécoise en 2012.

[4] Québec solidaire (QS) est une organisation de gauche radicale, formée en 2006 par la fusion de l'Union des forces progressistes et de l'Option citoyenne. Des « collectifs » — le Parti communiste du Québec, la Gauche socialiste (section de la IV^e Internationale), Masse critique, Socialisme international, Tendances marxiste internationale et Décroissance conviviale — ont le droit d'exister en son sein. Aux élections de 2008, QS a réussi à faire élire un député (Amir Khadir), obtenant 3,78 % des suffrages exprimés. Lors de son congrès de mars 2011, Québec solidaire a adopté un programme dépassant le capitalisme (cf. Inprecor n° 573/574 de mai-juin 2011).

[5] Option nationale (ON) a été fondée en février 2012, à l'initiative du député Jean-Martin Aussant, qui a quitté le PQ en juin 2011. Ce nouveau parti, qui se définit comme résolument souverainiste, nationaliste et progressiste, propose la nationalisation des ressources naturelles du Québec, un moratoire sur l'exploitation des gaz de schiste et la gratuité de l'enseignement de la maternelle au doctorat.